est due à des assemblées de citoyens, que les Jésuites recevaient chez eux pour y faire des retraites, et dont le nombre devint considérable en 1720. Pour obvier à un encombrement, qui ne permettait pas d'accueillir tous ceux qui se présentaient, il fut décidé que l'on construirait une maison, afin de remédier à cet inconvénient. Les hommes habitués à faire des retraites se cotisèrent, et l'argent fut déposé entre les mains d'un particulier, qui, sous la direction du P. de Broissia (1), en jeta les fondements. Elle fut élevée sur un terrain qui faisait partie d'un emplacement acquis, le 1^{er} octobre 1637, de Claude Burlet, pour 4,500 livres, des deniers provenant d'un legs de 9,000 livres, fait par la dame Chasagne à l'établissement de Saint-Joseph. Ce terrain était considérable, puisqu'il put servir à la maison de retraites, au jardin qui en dépendait, et à celui des chevaliers de l'Arc, que les Jésuites avaient vendu à la ville moyennant une rente de 220 livres. Il est à présumer que le consulat profita des travaux de cette nouvelle construction pour élargir et rectifier la rue Sainte-Hélène; car je lis dans le rapport de M. de L'Averdy, que les Jésuites possédaient *une rente foncière de 200 livres, sur la ville de Lyon, créée le 17 mai 1722, pour indemnité du reculement de la maison des retraites.*

Il paraît qu'en 1727, cette construction était loin d'être achevée, et comme on la réputait d'utilité publique, les

(1) Dans les divers documents consultés par moi, je lis de Brossia; mais le P. Prat, conservateur de la bibliothèque des Jésuites de la rue Sala, m'apprend que le véritable nom de ce religieux était de Broissia. Un de ses petits-neveux, le comte de Broissia, est aujourd'hui maire d'Arbois, département du Jura.